

Les effets de la pandémie Covid-19 sur l'économie ?

The Covid-19 pandemic effects on economy?

ARMOUM Houda
Doctorante
FSJES Marrakech
Cadi Ayyad Marrakech
LIRE-MD / GRDAF
MAROC
houda.armoum@hotmail.fr

Date de soumission : 28/12/2020

Date d'acceptation : 31/01/2021

Pour citer cet article :

ARMOUM. H (2021) « Les effets de la pandémie Covid-19 sur l'économie ? », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 4 : Numéro 1 » pp : 362- 369.

Résumé

Au détriment des économies à travers le monde, plus de 200 pays au monde ont pris des mesures préventives pour faire face à la gravité de la pandémie du covid-19, et selon la Banque Asiatique de Développement (ADB), l'impact de cette dernière a été mesuré et situé entre 2000 et 4100 milliards de dollars autrement indiquée, de 2.3% à 4.8% du PIB mondial, est a été qualifié par le Fonds Monétaire International (FMI) comme la pire crise depuis celle de 1929 dite « La Grande Dépression ». De sa part, le Maroc a rapidement et strictement pris des mesures sanitaires et sécuritaires pour faire face à la crise et minimiser la probabilité de sa propagation, et aussi en vue de soutenir la population notamment les personnes les plus vulnérables touchées par ladite crise. Dans le même sens, l'objet de cet article est de comprendre l'impact socio-économique de la pandémie du covid-19 dans notre pays, ainsi, une note stratégique sera analysée par la suite, qui a été développée conjointement par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) et le Système des Nations Unies au Maroc et la Banque Mondiale (BM).

Mots clés : Pandémie ; Economie ; Etats ; Crise ; Impacte

Abstract

To the detriment of economies around the world, more than 200 countries around the world have taken preventive measures to deal with the severity of the covid-19 pandemic, and according to the Asian Development Bank (ADB), the impact of this crisis was measured between 2000 and 4100 billion dollars, otherwise from 2.3% to 4.8% of world GDP¹, is has been qualified by the International Monetary Fund (IMF) as the worst crisis since that of 1929 known as "The Great Depression". In it's turn, Morocco quickly and strictly took health and security measures to deal with the crisis and minimize the probability of its spread, and also to support the population, especially the most vulnerable people affected by the said crisis. Along the same lines, the object of this article is to understand the socio-economic impact of the covid-19 pandemic in our country, thus, a strategic note will be analyzed subsequently, which was jointly developed by the Haut-Commissariat au Plan (HCP) and the United Nations System in Morocco and the World Bank (WB).

Keywords: Pandemic ; Economy ; States ; Crisis ; Impact

¹ Gross Domestic Product

Introduction

Au cours de la pandémie du covid-19, les gouvernements des pays à travers le monde se sont retrouvés devant deux choix, la mort des citoyens ou la mort de l'économie. La décision est difficile étant donné que la crise est socio-économique. Les personnes vulnérables bénéficient de la continuité des activités, tandis que le danger de la propagation du virus les entoure. Les nations sont amenées donc à retrouver des solutions optimales pour ne pas conserver la continuité de développement de leurs économies ou la dégradation de l'état sanitaire de leurs peuples au détriment l'un de l'autre, d'où l'intérêt du sujet. Ainsi, on va essayer de répondre aux questions suivantes : Quel est l'impact de ladite crise sur les économies ? Comment s'est manifesté cet impact au niveau social et économique ?

Dans un premier temps, on va énumérer certaines mesures prises par l'Etat marocain en vue de contenir la propagation du virus, ensuite, on va analyser la note stratégique qui décrit l'impact économique de la crise du Covid-19 et présente des recommandations pour y faire face et des mesures à mettre en œuvre pendant et post-crise.

Ce qui est indiscutable de nos jours, est le fait que la crise sanitaire actuelle est la pire depuis le choc de 2001 ou même la faillite de Lehman Brothers² en 2008. Certains pays y témoignent, en France, on parle du taux de croissance le plus bas depuis 1945, le marché boursier des Etats-Unis, Wall Street plonge à 30% depuis 1987³, la croissance en Chine de 0%, en Allemagne 5%, le chômage qui a explosé partout dans le monde et la pauvreté menaçant plus de 6% de la population mondiale. Toutes ces données ont été des push-factors aux pays en vue de retrouver des solutions pouvant alléger l'impact de la crise causée par la pandémie covid-19, pour y faire face et contrôler sa propagation et minimiser les dégâts sur les niveaux économiques et social.

1. Mesures mises en place par le Maroc pour faire face à la pandémie

Pour faire face à la propagation de la pandémie du covid-19 au Maroc, certaines mesures ont été mises en place dans le cadre de la prévention dans notre pays, et qui ont situé le Maroc depuis le 13 mars 2020 à l'avant-garde des pays du monde, vu que, comparé à l'Italie, l'Espagne, les Etats-Unis, la France et la Chine, notre pays a été moins touché par la pandémie jusqu'à nos jours. Le Maroc a également été félicité de la stratégie adoptée en termes de mesures de confinement et de lutte contre la propagation du virus.

² Une banque d'investissement multinationale créée en 1850 ayant spectaculairement fait faillite le 15 septembre 2008.

³ Source Agence France Presse.

Avant de décrire l'impact des mesures mise en place par l'Etat marocain il convient d'énumérer quelques-unes d'entre elles comme suit :

- La fermeture des frontières le 13 mars 2020 ;
- La suspension de tous les vols internationaux le 15 mars 2020 ;
- La fermeture des écoles, universités et tout centre de formation, l'interdiction de tout rassemblement de plus de 50 personnes, et la fermeture des lieux publics le 16 mars 2020 ;
- Le 20 mars 2020, le confinement sanitaire est présumé obligatoire, il est devenu interdit de sortir de chez soi sauf pour urgence ou cause inévitable ;
- Le 21 mars, la Royal Air Maroc a suspendu les vols intérieurs, l'Office National des Chemins de Fer a suspendu les trains de ligne et a réduit la fréquence des Trains Navettes Rapides ;
- Et finalement le prolongement du confinement jusqu'au 20 mai 2020.

2. Impact de la pandémie sur l'économie mondiale et marocaine

Les Etats à travers le monde, notamment celui marocain, sont amenés à contenir le virus et en même temps sauver leur économies nationales, vu qu'après la survenance de la crise certaines activités dans certains secteurs ont baissé le rythme brusquement ou même ont tendu vers l'arrêt. L'évaluation de l'impact de la pandémie sur l'économie marocaine reste difficile puisque nul ne peut prévoir sa fin, cependant le HCP a dévoilé une étude le 22 avril sur les conséquences de ladite crise.

Selon la note stratégique de ce dernier, qui décrit l'impact économique de la crise du Covid-19 au Maroc émanant de l'effondrement économique global, notamment l'Europe qui est le principal partenaire commercial du pays, combiné aux conséquences des mesures du confinement établi au Maroc, l'économie marocaine devrait connaître une première récession depuis plus de deux décennies sur l'ensemble de l'année 2020, sous l'effet de la pandémie et de la sécheresse. Ainsi le retour de la croissance vers son sentier d'évolution s'opérera it progressivement à partir de 2021, avec une hausse prévue du PIB de 4,4% par rapport à 2020. Le HCP avait prévu que la croissance économique serait amputée de 8.9 points en fin 2020 en référence à son évolution pré-crise, étant donné que les prévisions étaient de -3.8 point au 7 avril 2020. Ce qui a entraîné une perte de 29.7 milliards de Dhs au premier trimestre 2020 au lieu de 15 milliards de Dhs qui était prévue. Et par conséquent, le retour de la croissance vers

don sens d'évolution pré-crise s'opérerait progressivement à partir de 2021 avec une hausse du PIB de 4.4% en comparaison à 2020. D'une autre part environ 142 000 entreprises étant presque 57% du tissu économique ont suspendu temporairement ou de manière définitive leurs activités, les TPE représentent 72% des entreprises en difficultés. L'augmentation des dépenses sociales et économiques liées à covid-19 explique l'aggravation du déficit, et en conséquence la dette de l'administration centrale pourrait atteindre 73% du PIB en fin de l'année actuelle. Aussi, l'investissement et toujours en repli de -26.5 % par rapport à l'année 2019, quant aux exportations, elles connaissent un net ralentissement, ainsi que les recettes touristiques. Et concernant le marché de travail, la perte d'emploi continue, 27% des entreprises ont réduit leurs effectifs de manière permanente ou temporaire, l'équivalent de 726 000 postes. Aussi il est prévu que les activités non agricoles en général devraient progresser de 3.6%.

Le secteur de la technologie n'a pas été exclu des conséquences du covid-19, les industriels IT sont confrontés à un majeur problème étant celui de prolongation des délais de livraison à cause des importations suspendues, ce qui implique l'épuisement des stocks. Ce secteur s'appuie majoritairement sur les investissements des grands donneurs d'ordre à savoir les opérateurs télécoms, les administrations publiques et l'export constitué de l'offshoring⁴ même de manière minime, ces derniers suite à la crise on remis en cause leurs priorités d'investissements et l'exécution de leur projets ce qui a engendré un impact négatif sur les entreprises opérant dans ledit secteur. En revanche, la crise a permis dans un certain niveau à ces entreprises de combler plus ou moins leurs pertes, en vendant les solutions IT en vue d'appuyer le passage en télétravail de certaines sociétés entièrement ou partiellement, à travers le recours à ces solutions pour travail et visioconférences.

Sur la même note du HCP, on rappelle l'obligation de préservation de l'emploi et la promotion de l'inclusion dans les programmes nationaux d'insertion économique, à travers les politiques nationales économiques, des réfugiés et les migrants, vu que le taux de chômage a augmenté de 8,1 vers 12,3 % au deuxième trimestre 2020 et le taux d'activité a reculé de 45,8 à 44,8 %. Aussi, sur la note « les politiques-pays fondées sur le chacun pour soi entraîneraient un effet sou-optimal », autrement dit, les collaborations multilatérales doivent être dotées d'une priorité puisque la crise actuelle est transnationale.

⁴ C'est une forme d'externalisation mais qui implique des entreprises localisées à l'étranger.

En effet, d'après cette note stratégique, cinq recommandations propres à notre pays ont été citées afin de faire face de manière efficace aux conséquences et impact de la crise, et pour accompagner la prise de décision et établir les actions prioritaires, premièrement l'élaboration d'un modèle d'équilibre économique et de développement durable basé sur les objectifs mondiaux de développement durable et riche par un suivi des indicateurs disponibles, deuxièmement l'innovation dans la collecte et l'analyse des données du contexte national en vue de s'assurer qu'aucun objectif ne soit déclaré atteint avant de l'être pour l'ensemble des parties concernées, et en troisième lieu, bénéficier de la crise comme opportunité de renforcement de la régionalisation avancée, quatrièmement la planification des solutions à l'évolution de la pauvreté, et finalement investir dans les services sanitaire, éducatif et administratif actuellement et post-crise. Ces recommandations visent à fournir une réponse socio-économique à moyen et long terme de la pandémie en vue de satisfaire les besoins des personnes en difficultés, protéger les emplois et permettre une reprise de l'économie.

Comme déjà mentionné, les indicateurs de l'économie marocaine en général se sont dégradés en 2020 sous l'effet de la crise et des conditions climatiques défavorables, le redémarrage de l'activité économique est jugé être plus lent que prévu, ces prévisions sont expliquées par les restrictions décidées par les autorités jusqu'à nos jours et la refermeture des frontières attendue probablement, le secteur agricole étant le premier contributeur au PIB avant le tourisme et l'industrie, va connaître aussi un recul à cause de la mauvaise pluviométrie. Selon la BAM le PIB en 2021 va rebondir avec une croissance espérée de 4.7% entourée d'incertitudes en liaison à l'évolution de la pandémie. Aussi le trésor prévoit une sortie sur le marché financier international en vue du financement du déficit aggravé.

Le Maroc devient d'après toutes ces données le deuxième pays du continent le plus touché par le virus derrière l'Afrique du Sud, en tentative de contenir sa propagation, les autorités comme remarqué, ont multiplié les mesures de restriction dans plusieurs villes dernièrement, avec un couvre-feu dans la période de la fin d'année, notamment à Casablanca, le poumon économique du Maroc.

Un autre rapport de suivi de la situation économique du Maroc vient en appui à la note stratégique de l'HCP, c'est un rapport semestriel élaboré par la Banque mondiale, exactement le département économique, y sont représentées les effets des politiques économiques et les tendances de la conjoncture. Le rapport du premier trimestre de l'année en cours comprend les aspects macro-économiques, l'environnement des affaires et le développement de la relance économique.

Y est exprimé également la grave récession dans laquelle est poussé le Maroc à cause du choc causé par le covid-19, notamment la crise du marché du travail et spécialement le secteur informel dont 66% des travailleurs ont perdu leur emploi. Au niveau budgétaire, les recettes vont se contracter en 2021 par rapport à 2020, tandis que les dépenses augmenteront en raison des dépenses supplémentaires en matière de santé et de protection sociale. Par ailleurs la dette publique et la dette extérieure sont en augmentation mais restent soutenables.

L'impact social selon les estimations de la banque mondiale est mesuré par l'incidence de la pauvreté qui tend vers la hausse, basée sur le revenu par habitant pourrait dépasser 6.6% en fin 2020, et le pourcentage des personnes déjà pauvres ou dans un risque critique de basculer dans la pauvreté au cas où elles ne peuvent pas absorber les chocs économiques et sociaux, augmentera de 17.1% pour atteindre 19.87% autrement dit 1.058 million de personnes s'y rajoutent.

Finalement, il est strictement conclu que l'économie mondiale est en récession. La crise a commencé en Chine, qui au fur et à mesure commence à relancer ses activités mais n'a pas absorbé le choc négatif à son niveau, celui-ci continuera à se propager au niveau mondiale, ce qui implique une bonne gestion et un accompagnement de la crise sur tous les niveaux et secteurs, bien que dans l'état actuel qu'en pensant à l'après-crise, mais aussi le développement d'une conscience collective en faveur d'un nouvel environnement économique plus robuste et résilient.

Conclusion

Ainsi ont été dévoilées les conséquences économiques et sociales de la pandémie du covid-19 sur l'économie marocaine, notamment sur les secteurs les plus sensibles. L'économie marocaine subirait le double impact des chocs économiques intérieurs et extérieurs, et de ce fait, la poursuite des politiques et stratégies efficaces est obligatoire pour limiter cet impact économique, social et sanitaire pour pouvoir accélérer la relance. Le Maroc donc est amené à élaborer une feuille de route pour la suspension du confinement, un plan de relance, mais aussi trouver un équilibre entre les actions et mesures mises en œuvre afin d'éviter les effets de la pandémie tout en veillant à ce que l'économie soit prête à se remettre rapidement post-crise. Et au niveau mondial, reste toujours inconnue la date de fin de cette crise, et donc les prévisions et le sens de l'évolution des effets de cette dernière sont difficiles à prévoir. D'où certaines questions se posent, autour d'estimation des premiers dommages économiques après

cette crise sanitaire au moyen et long terme, et aussi comment vont les états mondiaux coordonner pour contrer la crise ?

BIBLIOGRAPHIE

*Note stratégique, Amal Mansour, Oumayma Raimi Rodé, Paula Arranz Sevillano, Aziz Jaid, Younes Benmoumen et Vasco Molini, « Impact social et économique de la crise du covid-19 au Maroc ».

WEBOGRAPHIE

*Intelcom, Article « Coronavirus : Quel Impact sur l'Economie Marocaine et sur le Secteur IT? », (<https://www.intelcom.co.ma/intelcom-decroche-la-300-eme-position-dans-le-classement-des-top-500-entreprises-de-lannee-2019/>).

*L'économiste, Article « Covid-19 : Quels impacts et quelle sortie de crise », Rahal EL MEKKAOUI, Edition N°:5775, 04/06/2020, (<https://www.leconomiste.com/article/1062820-covid-19-quels-impacts-et-quelle-sortie-de-crise>).

*Leboursier, Article « Impact socio-économique du Covid-19 au Maroc », (<https://www.leboursier.ma/Actus/8169/2020/08/17/Impact-socio-economique-du-Covid-19-au-Maroc-voici-les-recommandations-du-HCP-le-SNU-et-la-Banque-mondiale.html>).

*Reliefweb, Govt. Morocco & UN & World Bank, Article « Impact social & économique de la crise du COVID-19 au Maroc », (<https://reliefweb.int/report/morocco/impact-social-economique-de-la-crise-du-covid-19-au-maroc>), 19 aout 2020.

*Consonews, Article « Crise de la covid-19 : Quel futur pour l'économie mondiale » (<https://consonews.franfinance.fr/crise-de-la-covid-19-quel-futur-pour-leconomie-mondiale/>).